Tristes records

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **34 (1997)**

Heft 1289

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1015009

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Pour que souffle le vent de l'histoire

La Suisse a besoin d'engager un véritable débat sur son passé. Certes, cet exercice ne peut se faire dans la précipitation, mais la lutte contre le racisme et les discriminations doit être menée sans relâche et toute la population doit y être associée.

LA BOURRASQUE QUI a soufflé sur la Suisse ces dernières semaines semble se calmer. Nous ne sommes plus seuls à être montrés du doigt: les Etats-Unis découvrent qu'ils ont confisqué en 1952 déjà les avoirs en déshérence déposés dans les banques étrangères et qu'ils n'ont guère montré d'empressement à répondre aux demandes des victimes de l'Holocauste; leur politique à l'égard de l'immigration juive durant la guerre fut beaucoup plus restrictive que celle de la Suisse et une partie de l'or versé aux Alliés par la Confédération dort toujours dans les caves du ministère des Finances à Washington. En France et ailleurs, on rouvre des dossiers peu glorieux.

Cette baisse de pression est salutaire. Elle devrait nous permettre de dépoussiérer notre histoire dans la sérénité. Car en la matière, la passion est mauvaise conseillère. Nous en avons eu un avant-goût avec les déclarations intempestives de Jean-Pascal Delamuraz et les exigences déplacées du Comité central du parti socialiste suisse.

Confronter les mythes

Les travaux de la commission Bergier ne vont pas déboucher sur des révélations fracassantes. Pour l'essentiel, les faits sont établis depuis longtemps, pour ce qui a trait aussi bien à la politique de neutralité qu'à notre attitude à l'égard des réfugiés et aux affaires en or de la Banque nationale. Mais ces faits n'ont pas encore trouvé place dans la conscience collective helvétique, dérangeants qu'ils sont pour l'image forgée d'une Suisse résistante, indépendante et humanitaire. Les mythes ont la vie dure, à tel point qu'ils en deviennent contre-productifs, nuisant à notre capacité d'affronter la réalité présente.

Associer le peuple

Revisiter notre passé ne représente pas un exercice facile. Cette considération guide probablement la conduite prudente du Conseil fédéral. Si ce dernier se refuse pour l'instant à engager financièrement la Confédération et à précipiter la création d'une fondation de droit public chargée de gérer les fonds déjà versés et à venir, c'est qu'il craint l'opinion publique, heurtée par la virulence des attaques portées contre la Suisse. Le moment venu, la décision appartiendra au Parlement. Il faudra alors rejeter les arguties juridiques qui permettraient de soustraire la décision au référendum facultatif. Dans une démocratie directe, il n'est pas concevable que le peuple soit tenu à l'écart d'une telle démarche. L'affaire n'est pas d'abord de gros sous; elle engage toute la population dans la réécriture de son histoire, non pas pour assumer une «culpabilité collective» problématique, mais, en acceptant notre passé d'ombres et de lumière, pour affirmer une identité renouvelée.

Pas de référendum en vue

Dans cette perspective, le fonds ne compensera ni n'excusera rien; il exprimera simplement notre solidarité avec les victimes de l'Holocauste et notre volonté de lutter sans relâche contre le racisme et toutes les discriminations. On ne voit pas là matière à ce qu'aboutisse un référendum. *jd*

SANTÉ

Tristes records

SELON UNE ENQUÊTE menée par le Registre genevois des tumeurs, la Suisse connaît le taux de cancer le plus élevé de tous les pays européens, et Genève arrive en tête des cantons suisses.

Mais à quelque chose malheur est bon: grâce à l'efficacité de leur système de santé, les patients genevois peuvent compter sur des chances de guérison parmi les meilleures d'Europe.

Selon les spécialistes, les abus de tabac et d'alcool, le manque d'exercice et une alimentation déséquilibrée figurent parmi les principaux facteurs responsables du cancer. Si le constat est correct, il faut donc renforcer massivement les moyens à disposition de la prévention. Genève pourra alors se vanter d'un autre record, celui de l'efficience, c'est-à-dire les meilleurs résultats au moindre coût.

Rappelons qu'en Suisse seuls 2% des dépenses de santé sont affectés à la prévention. *jd*